



## RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

### MARCHÉ COMPOSITE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES. ACCORD CADRE ET MARCHÉ ORDINAIRE.

---

**Exposition Albert Maignan, un virtuose à la belle époque. Mise en œuvre de l'exposition. 6 lots.**

---












Date et heure limites de réception des offres :

9 décembre 2024 à 17:30

Profil d'acheteur : <http://amiens.fr/marchespublics>

Adresse de messagerie : [marchespublics@amiens-metropole.com](mailto:marchespublics@amiens-metropole.com)

## L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	<b>Objet</b>	Exposition Albert Maignan, un virtuose à la belle époque. Mise en œuvre de l'exposition. 6 lots.
	<b>Mode de passation</b>	Appel d'offres ouvert
	<b>Type de contrat</b>	Marché ordinaire (lots 2 à 6) Accord cadre à bon de commandes (lot 1)
	<b>Nombre de lots</b>	6
	<b>Délai de validité des offres</b>	180 jours
	<b>Forme de groupement</b>	Groupement conjoint avec mandataire solidaire
	<b>Variantes</b>	Sans
	<b>PSE</b>	Sans
	<b>Clause sociale</b>	Sans
	<b>Clauses environnementales</b>	Sans
	<b>Durée / Délai</b>	Défini par lot

## SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
1.1 - Objet .....	4
1.2 - Mode de passation.....	4
1.3 - Type et forme de contrat .....	4
1.4 - Décomposition de la consultation .....	4
1.5 - Nomenclature.....	4
2 - Conditions de la consultation.....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
2.1 - Délai de validité des offres .....	5
2.2 - Forme juridique du groupement .....	5
2.3 - Variantes.....	5
3 - Conditions relatives au contrat .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution.....	5
3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement.....	5
3.3 - Confidentialité et mesures de sécurité .....	5
4 - Contenu du dossier de consultation .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
5 - Présentation des candidatures et des offres .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
5.1 - Documents à produire.....	6
6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis.....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
6.1 - Transmission électronique .....	10
6.2 - Transmission sous support papier .....	11
7 - Examen des candidatures et des offres .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
7.1 - Sélection des candidatures .....	11
7.2 - Attribution des marchés .....	12
7.3 - Suite à donner à la consultation.....	16
8 - Renseignements complémentaires .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact.....	16
8.2 - Procédures de recours.....	16
8.3 - Attestation du candidat (à compléter et à remettre dans votre offre) .....	18

## 1 - Objet et étendue de la consultation

### 1.1 - Objet

La présente consultation concerne l'Exposition Albert Maignan, un virtuose à la belle époque. Mise en œuvre de l'exposition. 6 lots.

Lieux d'exécution :

- Musée de Picardie, 2 rue Puvis Chavannes 80 000 Amiens
- Musée de Tessé du Mans 2, avenue de Paderborn, 72 000 Le Mans

### 1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

### 1.3 - Type et forme de contrat

**Pour le lot 1 uniquement**, il s'agit d'un accord-cadre avec maximum passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu exclusivement à l'émission de bons de commande.

**Pour les lots 2 à 6 uniquement**, il s'agit de marchés ordinaires.

### 1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 6 lots :

Lots	Désignation
01	Transports et installations / désinstallations des œuvres
02	Soclage des œuvres
03	Prestation d'assurance des expôts
04	Edition d'un catalogue
05	Production d'un film documentaire
06	Création et fabrication de l'identité graphique et de ses déclinaisons culturelles

Le lot 1 fera l'objet d'un accord-cadre.

Pour les lots 2 à 6, chaque lot fera l'objet d'un marché.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

### 1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
92521100-0	Services d'exposition dans les musées
79970000-4	Services d'édition

Lots	Code principal	Description
01	60000000-8	Services de transport (à l'exclusion du transport des déchets)

02	92521100-0	Service d'exposition dans les musées
03	66510000-8	Services d'assurance
04	22461000-9	Catalogues
	79970000-4	Services d'édition
05	92111100-3	Production de films et de vidéos à usage pédagogique
06	79822500-7	Services de conception graphique

## 2 - Conditions de la consultation

### 2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

### 2.2 - Forme juridique du groupement

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur.

Ce mode de groupement est imposé au regard des responsabilités portées par le mandataire, dans l'interdépendance des différentes missions décrites au CCTP de chaque lot, la nécessaire cohérence des productions, l'enchaînement des tâches et la coordination générale du projet, afin d'assurer, dans les délais impartis la bonne exécution des prestations.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements.

### 2.3 - Variantes

Aucune variante libre n'est autorisée. Aucune variante n'est exigée.

## 3 - Conditions relatives au contrat

### 3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

Le délai d'exécution des prestations est fixé au CCAP et ne peut en aucun cas être modifié.

### 3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

### 3.3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité requise pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de cette obligation de confidentialité.

## 4 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes pour chaque lot
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes pour chaque lot
- La pièce financière pour chaque lot : Bordereau de prix unitaire valant devis quantitatif estimatif (BPU/DQE) ou décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)
- La convention de groupement de commandes

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

**Il est vivement conseillé au candidat de s'enregistrer nominativement sur le profil acheteur en indiquant une adresse électronique correcte lors du téléchargement du DCE afin qu'il puisse être informé des réponses apportées aux éventuelles demandes de renseignements concernant la consultation ainsi que d'éventuelles modifications apportées au DCE.**

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## 5 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

### 5.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

**A/ Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :**

- Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'exclusion prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 ou aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique (voir annexe au RC à compléter, dater et signer).
Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne engageant la société, y compris si nécessaire ceux retraçant les délégations (extrait Kbis nominatif, procès-verbal de conseil

d'administration...)
La copie du ou des jugements prononcés en cas de redressement judiciaire ou de procédure équivalente régie par un droit étranger ;

- Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés
Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du contrat
Présentation sommaire de la société (des sociétés en cas de groupement), accompagnée d'une sélection d'au moins 5 références, dans les domaines concernés pour un établissement patrimonial, idéalement muséal
En cas de groupement, tout document complémentaire permettant d'établir la pertinence du groupement constitué (capacités techniques, organisationnelles et financières des membres du groupement).

- Certificats de qualifications et/ou de qualité demandés aux candidats :

Libellés	Lot concerné par la demande
- Certificat d'inscription au registre des commissionnaires de transport (Ministère des Transports). - Agrément en douane permettant toute opération douanière pour le compte de la Communauté d'Agglomération d'Amiens-Métropole : préciser le n° d'immatriculation.	1
Pour les courtiers, le mandat de la compagnie au courtier et son attestation d'immatriculation au Registre des intermédiaires en assurance, banque et finance.	3

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr).

Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

**B/ Pièces de l'offre :**

Libellés
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes, à compléter, à dater à signer
La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) pour les <b>lots 2, 3, 4, 5 et 6</b> , à compléter, à dater et à signer
Le bordereau des prix unitaires valant détail quantitatif estimatif (BPU/DQE), pour le <b>lot 1</b> , à compléter en totalité, à dater et à signer
Le mémoire technique détaillé comme indiqué ci-dessous :

**Pour le lot 1, Transports et installations / désinstallations des œuvres :**

Le mémoire technique sera composé de 2 parties détaillant les éléments suivants :

1 / (MT1) Une note sur la méthodologie générale d'intervention en tenant compte des besoins exprimés et du calendrier imparti, décomposé comme suit :

a / Description et justification des méthodes et techniques qui seront pratiquées, pour le transport et/ou l'installation / désinstallation des œuvres listées dans le CCTP : organisation des transports, propositions de regroupements (MT1a)

b / Moyens matériels : Liste de l'équipement mis à disposition pour réaliser les prestations, description des conditionnements envisagés, pouvant être complétée de fiches techniques (MT1b).

2 / (MT2) Une note sur l'organisation adaptée de l'équipe dédiée à ce chantier précisant la répartition précise des tâches par intervenant réunissant toutes les compétences nécessaires au regard des typologies d'œuvres et des prestations

**Pour le lot 2, Soclage des œuvres**

Le mémoire technique sera composé de 2 parties détaillant les éléments suivants :

1 / (MT1) Une note sur la méthodologie générale d'intervention en tenant compte des besoins exprimés

a / Description des méthodes et techniques qui seront pratiquées, pour le soclage des œuvres listées dans le CCTP (MT1a)

b / Moyens matériels : Liste du matériel mis à disposition pour réaliser les prestations, pouvant être complétée de fiches techniques, et liste des produits utilisés assurant l'intégrité des œuvres pour l'ensemble des prestations listées dans le CCTP (MT1b)

2 / (MT2) Une note sur la composition et organisation adaptée de l'équipe dédiée à ce chantier précisant la répartition précise des tâches par intervenant réunissant toutes les compétences nécessaires au regard des typologies d'œuvres.

**Pour le lot 3, Prestation d'assurance des expôts**

Le mémoire technique sera composé de 2 parties détaillant les éléments suivants :

1 / (MT1) Une note sur les modalités de procédure de gestion des contrats et des sinistres notamment :

a / les moyens techniques : système d'information, plate-forme de déclaration de sinistre

b / les moyens humains : expertise, disponibilité, ...

c / les moyens de gestion : procédure, confidentialité, engagement qualité, délai de réponse en cas de sinistre, délai de remboursement, .....

2 / (MT2) Méthodes et organisation retenues pour exécuter les missions, ses relations avec le maître d'ouvrage, ainsi que les taux appliqués pour les objets fragiles et les objets non fragiles.



#### **Pour le lot 4, Edition d'un catalogue**

Le mémoire technique sera composé de 2 parties détaillant la méthodologie générale d'intervention en tenant compte des besoins exprimés comme suit :

1 / (MT1) Une note méthodologique dans laquelle le candidat décrira comment les enjeux de cette publication a été compris, présentera une démarche esthétique et graphique envisagée pour celui-ci, et l'économie du projet, au regard du prix de vente public à l'unité et du tirage envisagé.

2 / (MT2) Une note méthodologique dans laquelle le candidat décrira les méthodes et l'organisation retenue pour exécuter chacune des missions et des phases compte tenu des spécificités de la publication. Le candidat présentera :

- les méthodes de travail et les moyens que le candidat propose pour la bonne exécution de chacune des missions ainsi que le partage des tâches au sein de son groupement le cas échéant, ainsi que ses relations avec le maître d'ouvrage.
- le temps passé par mission et le rôle des intervenants (qui seront désignés par leur compétence). Cette partie est à développer notamment à partir des moyens que les candidats entendent mettre en place pour mener à bien leur mission.
- le phasage et le calendrier prévisionnel des missions proposant la solution préconisée dans le respect des délais imposés.

#### **Pour le lot 5, Production d'un film documentaire**

Le mémoire technique sera composé de 3 parties détaillant les éléments suivants :

1 / (MT1) La méthodologie de travail préconisée par le candidat, pour le tournage et pour le montage, mentionnant les moyens matériels et humains, les différents formats des vidéos qu'il peut livrer, et leurs supports

2 / (MT2) Un book représentatif des captations ou montage vidéos dans le domaine pédagogique, patrimonial et historique (transmis sur CD ou DVD).

3 / (MT3) La méthodologie de travail et de reporting auprès du maître d'ouvrage.

#### **Pour le lot 6, Création et fabrication de l'identité graphique et de ses déclinaisons culturelles**

Le mémoire technique sera composé de 2 parties détaillant les éléments suivants :

MT1 / Une note qui s'attachera à montrer comment les enjeux de l'identité graphique et de ses déclinaisons ont été compris et à présenter sa réflexion sur sa démarche graphique pour ces supports (équilibre entre créativité, originalité et intégration de la charte graphique, parti-pris graphique). Aucune production graphique n'est attendue. Un focus sera attendu sur la démarche du candidat pour la présentation du support de présentation Maignan.

MT2 / Une note méthodologique dans laquelle le candidat décrira les méthodes et l'organisation retenue pour exécuter chacune des missions (de la conception à la livraison / installation). Le candidat présentera les méthodes de travail et les moyens qu'il propose pour la bonne exécution des missions, ainsi que ses relations avec le maître d'ouvrage.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

### **6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis**

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées dans l'avis d'appel public à la concurrence (AAPC).

Les plis électroniques qui seraient remis après la date et l'heure limites indiquées dans l'avis d'appel public à la concurrence ainsi que remis sous un autre mode de transmission que celui imposé, ne seront pas retenus.

## 6.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <http://amiens.fr/marchespublics>.

Le mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation. **Chaque pli remis par le candidat en réponse à la présente consultation sera considéré comme une offre et devra par conséquent comprendre l'ensemble des pièces exigées.**

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul sera pris en compte le dernier pli reçu sur la plateforme, dans le délai de remise des offres, quel qu'en soit le contenu. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation sous peine d'être déclaré irrégulier.**

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

Communauté d'Agglomération Amiens Métropole  
Service marchés publics  
3e étage aile ouest

Place de l'hôtel de ville  
BP 2720  
80027 AMIENS CEDEX 1

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

**Le nommage des fichiers ne devra comprendre aucun accent. Il en va de même pour les signes de ponctuation. Les espaces sont à remplacer par des Under scores (tiret du 8 : \_)**  
**Les documents sont à fournir séparément et non scannés les uns à la suite des autres (1document = 1scan).**

**Un Vademecum destiné à vous aider lors de la remise de votre offre sur la plateforme est également joint au présent DCE.**

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

Si le candidat souhaite signer électroniquement, il peut utiliser l'un des trois formats de signature autorisés par la réglementation (XAAdES, CAdES ou PAdES). Le pouvoir adjudicateur préconise toutefois l'utilisation d'une signature électronique au format pAdES. La signature électronique du pli ne vaut pas signature des documents qu'il contient.

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, la signature doit être une signature avancée reposant sur un certificat qualifié, tel que défini par le règlement européen n° 910/2014 du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques (eIDAS). Toutefois, les certificats de signature de type RGS demeurent valables jusqu'à leur expiration.

Le certificat de signature qualifié est délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement eIDAS. Une liste de prestataires est disponible sur le site de l'ANSSI (<https://www.ssi.gouv.fr/>). Il peut aussi être délivré par une autorité de certification, française ou étrangère. Le candidat devra alors démontrer son équivalence au règlement eIDAS.

Le candidat qui utilise un autre outil de signature que celui du profil d'acheteur, ou un certificat délivré par une autre autorité de certification, doit transmettre gratuitement le mode d'emploi permettant la vérification de la validité de la signature.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.



**Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite**

## **6.2 - Transmission sous support papier**

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

# **7 - Examen des candidatures et des offres**

## **7.1 - Sélection des candidatures**

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

L'acheteur se réserve la possibilité d'analyser les offres avant de procéder à l'examen de la recevabilité des candidatures, conformément aux dispositions de l'article R.2161-4 du code de la commande publique.

## 7.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres pour déterminer l'offre économiquement la plus avantageuse.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

- Pour le **lot 01 Transports et installations / désinstallations des œuvres**

Critères	Pondération
<b>1-Prix des prestations</b> Le critère prix sera noté sur la base du montant global HT du DQE en application de la formule suivante : <b>Note Prix = (Pmini/P) X 50</b> P mini= montant de l'offre la plus basse P= montant de l'offre étudiée.	50 points
<b>2-Valeur technique</b>	50 points
<i>2.1 Adéquation des méthodes et techniques qui seront pratiquées, pour le transport et/ou l'installation des œuvres listées dans le CCTP ou son annexe (MT1a)</i>	30 points
<i>2.2 Adéquation du matériel mis à disposition pour réaliser les prestations, et assurant l'intégrité des œuvres pour l'ensemble des prestations listées dans le CCTP (MT1b)</i>	15 points
<i>2.3 Pertinence de la composition et organisation adaptée de l'équipe dédiée : Adéquation de la répartition précise des tâches par intervenant (MT2)</i>	5 points

- Pour le **lot 02 Soclage des œuvres**

Critères	Pondération
<p>1-Prix des prestations</p> <p>Le critère prix sera noté sur la base du montant global de la DPGF en application de la formule suivante :</p> <p style="text-align: center;"><b>Note Prix = (Pmini/P) X 50</b></p> <p>P mini= montant de l'offre la plus basse</p> <p>P= montant de l'offre étudiée.</p>	50 points
<p>2-Valeur technique</p> <p><i>2.1 Adéquation des méthodes et techniques qui seront pratiquées, pour le soclage des œuvres listées dans le CCTP ou sn annexe (MT1a)</i></p> <p><i>2.2 Adéquation de l'équipement mis à disposition pour réaliser les prestations, pour l'ensemble des œuvres listées dans le CCTP (MT1b),</i></p> <p><i>2.3 Pertinence de la composition et de l'organisation de l'équipe dédiée : adéquation de la répartition précise des tâches par intervenant (MT2),</i></p>	<p>50 points</p> <p>20 points</p> <p>20 points</p> <p>10 points</p>

- Pour le **lot n°03 Prestation d'assurance des expôts**

Critères	Pondération
<p>1-Prix des prestations</p> <p>Le critère prix sera noté sur la base du montant global de la DPGF en application de la formule suivante :</p> <p style="text-align: center;"><b>Note Prix = (Pmini/P) X 70</b></p> <p>P mini= montant de l'offre la plus basse</p> <p>P= montant de l'offre étudiée.</p>	70 points
<p>2-Valeur technique</p> <p><i>2.1 Adéquation des modalités de procédure de gestion des contrats et des sinistres (MT1)</i></p> <p><i>2.2 Adéquation de l'organisation retenue pour exécuter les missions et pour assurer les relations avec le maître d'ouvrage (MT2)</i></p>	<p>30 points</p> <p>20 points</p> <p>10 points</p>

- Pour le **lot 04 Edition d'un catalogue**

Critères	Pondération
<p>1-Prix des prestations</p> <p>Le critère prix sera noté sur la base du montant global de la DPGF en application de la formule suivante :</p> <p style="text-align: center;"><b>Note Prix = (Pmini/P) X 50</b></p> <p>P mini= montant de l'offre la plus basse</p> <p>P= montant de l'offre étudiée.</p>	50 points
<p>2-Valeur technique</p> <p><i>2.1 Compréhension des enjeux généraux ; qualité de la démarche esthétique et graphique envisagée (MT1)</i></p> <p><i>2.2 Qualité de la méthodologie proposée par le candidat pour l'organisation de la gouvernance avec le maître d'ouvrage et le suivi de l'ensemble des travaux liés à la réalisation de l'ouvrage (MT2)</i></p>	<p>50 points</p> <p style="text-align: right;"><i>30 points</i></p> <p style="text-align: right;"><i>20 points</i></p>

- Pour le **lot 05 Production d'un film documentaire**

Critères	Pondération
<p>1-Prix des prestations</p> <p>Le critère prix sera noté sur la base du montant global de la DPGF en application de la formule suivante :</p> <p style="text-align: center;"><b>Note Prix = (Pmini/P) X 50</b></p> <p>P mini= montant de l'offre la plus basse</p> <p>P= montant de l'offre étudiée.</p>	50 points
<p>2-Valeur technique</p> <p><i>2.1 La qualité de la compréhension des enjeux pour les musées (MT1)</i></p> <p><i>2.2 La qualité du travail de vidéaste : mise en valeur des espaces, qualités d'éclairage, netteté, pertinence des angles choisis, originalité des points de vue et des détails choisis, pertinence des scénarii et des montages des films présentés (MT2)</i></p> <p><i>2.3 La pertinence de la méthodologie de travail et de reporting auprès du maître d'ouvrage (MT3)</i></p>	<p>50 points</p> <p style="text-align: right;"><i>10 points</i></p> <p style="text-align: right;"><i>30 points</i></p> <p style="text-align: right;"><i>10 points</i></p>

- Pour le **lot 06 Création et fabrication de l'identité graphique et de ses déclinaisons culturelles**

Critères	Pondération
<b>1-Prix des prestations</b> Le critère prix sera noté sur la base du montant global de la DPGF en application de la formule suivante : $\text{Note Prix} = (P_{\text{mini}}/P) \times 50$ P mini= montant de l'offre la plus basse P= montant de l'offre étudiée.	50 points
<b>2-Valeur technique</b>  <i>2.1 Qualité de la compréhension des enjeux de l'identité graphique et de ses déclinaisons (MT1)</i>  <i>2.2 Qualité de la réflexion sur la démarche esthétique et graphique : (MT1)</i>  <i>2.2.1 équilibre entre créativité, originalité, parti-pris graphique des éléments proposés</i>  <i>2.2.2 démarche du candidat sur la présentation du support de présentation Maignan</i>  <i>2.3 Qualité de la méthodologie proposée par le candidat pour l'organisation de la gouvernance avec le maître d'ouvrage et le suivi et le phasage des prestations (MT2)</i>	50 points  10 points  30 points  27.5 points  2.5 points  10 points

Les sous critères valeur technique seront notés sur la base des éléments remis au mémoire technique et selon le barème suivant :

	Note sur 2.5	Note sur 5	Note sur 10	Note sur 15	Note sur 20	Note sur 27.5	Note sur 30
<b>Absence d'information</b>	0	0	0	0	0	0	0
<b>Insuffisant</b>	0.5	1.25	2	3.25	5	7	7.5
<b>Moyen</b>	1.25	2.5	5	7.5	10	14	15
<b>Satisfaisant</b>	2	3.75	8	10.75	15	21	22.5
<b>Très satisfaisant</b>	2.5	5	10	15	20	27.5	30

Les appréciations ci-dessus étant entendues comme suit :

Absence d'informations	Absence de documents, pièces ou d'éléments d'information qui sont "utiles" à l'acheteur pour lui permettre d'apprécier la valeur de l'offre au regard d'un critère ou d'un sous-critère
Offre très insuffisante	Offre qui présente des lacunes techniques et/ou des non qualités et/ou des incohérences, des imprécisions et/ou des généralités et/ou une mauvaise compréhension du besoin.
Offre moyenne	Offre acceptable dans son ensemble avec une ou plusieurs réserves, ou répondant partiellement aux attentes
Offre satisfaisante	Offre complète, détaillée, claire et adaptée ou offre avec réserve(s) mineure(s) sans incidence sur la qualité
Offre très satisfaisante	Offre précise, très détaillée, qui présente une très bonne analyse du besoin. Elle est parfaitement adaptée aux exigences du cahier des charges.

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur 100, obtenue en additionnant la note du critère prix et la note du critère valeur technique.

La pondération de chaque critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat.

### **7.3 - Suite à donner à la consultation**

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

## **8 - Renseignements complémentaires**

### **8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact**

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <http://amiens.fr/marchespublics>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

### **8.2 - Procédures de recours**

Le tribunal territorialement compétent est :  
Tribunal Administratif d'Amiens  
Rue Lemerchier  
BP 14 CS 81114



80011 AMIENS CEDEX 01

Tél : 0322336170

Télécopie : 0322336171

Courriel : [greffe.ta-amiens@juradm.fr](mailto:greffe.ta-amiens@juradm.fr)

Adresse internet(U.R.L) : <http://amiens.tribunal-administratif.fr>

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Le tribunal administratif d'Amiens peut être saisi au moyen de l'application informatique télérecours citoyen accessible par le biais du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif d'Amiens

Rue Lemerchier

BP 14 CS 81114

80011 AMIENS CEDEX 01

Tél : 03 22 33 61 70

Télécopie : 03 22 33 61 71

### **8.3 - Attestation du candidat (à compléter et à remettre dans votre offre)**

#### **IDENTIFICATION DU CANDIDAT**

Je soussigné

(nom et qualité de la personne habilitée à engager la société)

agissant pour le compte de la société :

Adresse :

N° de SIRET :

#### **DECLARE SUR L'HONNEUR :**

n'entrer dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner prévu aux articles aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 ou aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique<sup>1</sup>

Fait à

Le

Signature et cachet de la société

Documents à joindre de manière impérative :

- les documents relatifs aux pouvoirs de la personne engageant la société, y compris si nécessaire ceux retraçant les délégations en chaîne (extrait Kbis, procès-verbal de conseil d'administration...) ;
- le cas échéant, la copie du ou des jugements prononcés en cas de redressement judiciaire ou de procédure équivalente régie par un droit étranger.

---

<sup>1</sup> Lorsqu'un opérateur économique est, au cours de la procédure de passation d'un marché, placé dans l'un des cas d'exclusion mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5, aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 ou aux articles L. 2341-1 à L. 2341-3 du code de la commande publique, il informe sans délai l'acheteur de ce changement de situation.